



P 1452

ID 4530

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Pascal Gross / Joé Spier
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 314 / 347
Courriel: pgross@chd.lu / jspier@chd.lu

Monsieur Edgar KNEIP

Luxembourg, le 30 janvier 2020

Objet : Votre pétition publique 1452 - Nouvelle Constitution : pour le maintien du référendum précédé d'une large campagne d'information et de consultation des citoyens

Monsieur,

Suite à l'avis positif de la Commission des Pétitions, la Conférence des Présidents a déclaré recevable votre demande de pétition publique citée en référence.

Votre pétition publique sera ouverte à signature du 31 janvier 2020 au 12 mars 2020 inclus. Le forum de discussion sera opérationnel pendant cette même période.

Ci-joint vous trouverez un document en vue de la collecte de signatures sur papier ainsi qu'un document avec les conditions y relatives.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Fernand ETGEN
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 30 janvier 2020

PETITION PUBLIQUE 1452

Intitulé de la pétition :

Nouvelle Constitution, pour le maintien du référendum précédé d'une large campagne d'information et de consultation de citoyens

But de la pétition :

Depuis une quinzaine d'années la réforme de notre constitution (datant de 1868) fût préparée par nos députés pour aboutir en juin 2018 à un consensus entre les trois partis de la majorité et le parti chrétien, garantissant ainsi les deux tiers des suffrages des députés pour l'adopter définitivement au parlement. En début janvier 2019, le président de la Chambre des députés annonçait la tenue d'un référendum sur le projet de la nouvelle constitution, précédé, dès mi 2019, d'une large campagne d'information et de consultation des citoyens. Cette réforme complète, associée à une démarche participative des citoyens, est présentement abandonnée et remplacée par une révision partielle de 29 articles (pris dans les 121 articles de la constitution actuelle), qui se fera entre les partis de la majorité gouvernementale et le principal parti de l'opposition.

La pétition proposée demande aux députés de revenir au plan initial d'un référendum précédé d'une large campagne d'information et de consultation de citoyens.

Motivation de l'intérêt général de la pétition :

Notre constitution est la base fondatrice et le garant de nos droits et libertés, des interactions entre les institutions et pouvoirs et les citoyens. En tant que loi fondamentale elle garantit la stabilité de notre société et doit par nature rester (relativement) immuable dans le temps. Le refonte complète de la constitution et le référendum représentent donc une opportunité qui ne se représentera plus pour plusieurs générations à venir.

La campagne d'information et la consultation publique suivi par le référendum, portés positivement par la classe politique et soigneusement exécutés, mèneront à un renforcement de notre nation et de notre cohésion sociale.

Dépôt: le 05.12.2019 à 17:13

Pétitionnaire: Gary Kneip